

English on page 3



Cimetière des soldats bulgares à Bazarjika/Bulgarian soldiers' cemetery in Bazarjika

Eugène Pittard, 1925. Roumanie, Dobroudja/ Romania, Dobruja

Les restes humains dans les collections muséales

Taline Garibian, Maison de l'Histoire, Université de Genève

Les collections muséales – archéologiques ou scientifiques – contiennent souvent de nombreux restes humains. Il peut s'agir d'objets de différents types : ossements, préparations anatomiques, reliques ou momies. Collectés, au cours des siècles, dans des conditions parfois inconnues ou qui ne correspondent plus aux normes actuelles, ces restes sont aujourd'hui au cœur de multiples débats. Leur provenance, les circonstances de leur appropriation, leur trajectoire, leur usage

dans le cadre d'expositions et leur éventuel retour dans leur communauté d'origine sont autant de questions qu'il importe de clarifier.

Conserver des restes humains, une pratique contestable et contestée

L'exposition de restes humains dans les musées est une pratique fréquente et ancienne, du moins en Occident. La présence de restes humains dans l'espace public est courante historiquement, puisque de nombreux rites funéraires et religieux ont impliqué l'usage de reliques. Depuis le 18^e siècle, les musées modernes collectent et exposent des restes humains. Ces spécimens sont intégrés aux collections et ont le même statut que d'autres « objets », mais, depuis quelques décennies, cet état de fait est

remis en question sous l'effet de plusieurs évolutions sociétales. L'origine de ces restes, leur fréquente appropriation par d'autres cultures et les relations de domination dont elle est le résultat sont pointées du doigt. De plus, la sensibilité à l'égard des dépouilles mortelles et du traitement qui leur est dû est aujourd'hui plus aiguë.

Ainsi, depuis les années 1970, la légitimité de leur présence au sein de musées et la pertinence de leur exposition aux yeux du public font débat. Aux États-Unis et en Australie, les mouvements politiques de populations autochtones et leurs mobilisations donnent lieu à des demandes de restitution et poussent les autorités à légiférer sur la question. Le National Museum of the American Indian Act (1989) et le Native American Graves Protection and Repatriation Act (1990) encadrent notamment la restitution des restes humains aux populations autochtones qui en font la demande.

En France, le code civil stipule que « le respect dû au corps humain ne cesse pas avec la mort ». Pour autant, le code du patrimoine adopté en 2004 indique que les collections muséales sont inaliénables. Cette situation juridique implique que toute restitution de restes humains suppose l'adoption d'une loi qui précise que telle pièce doit être extraite de la collection. Au Royaume-Uni le Human Tissue Act, adopté en 2004, prévoit notamment que certains musées puissent restituer des restes humains de leurs collections. En Suisse, en l'absence de texte juridique consacré à cette question, c'est le code civil qui s'applique. Celui-ci assimile les restes humains à des objets, puisque la personnalité juridique cesse avec la mort. Toutefois, la doctrine reconnaît aux dépouilles mortelles un statut juridique

particulier, en raison de considérations morales et religieuses. Comme en France, les pièces contenues dans les collections des musées ou d'autres institutions cantonales sont propriété du canton et donc inaliénables, mais l'autorité qui a procédé à l'acquisition peut décider elle-même de les restituer – nul besoin de légiférer.

Sur le plan international, il faut mentionner la convention de l'UNESCO sur le trafic illicite de biens culturels, qui, bien que ne mentionnant pas explicitement les restes humains, inclut dans sa définition des biens culturels les spécimens anatomiques, les produits de fouilles archéologiques et le matériel ethnologique. Plusieurs textes adoptés depuis les années 2000 traitent de la question de la présence de restes humains dans les collections muséales. L'International Council of Museums (ICOM) est à l'origine d'un code de déontologie qui évoque la question et enjoint les institutions muséales à conserver ce type de biens en respectant les normes professionnelles et les intérêts et croyances des communautés d'origine. La Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones, adoptée en 2007 grâce à la mobilisation des peuples concernés, prévoit le droit au rapatriement des restes humains.

Un rapport modifié aux dépouilles mortelles

L'évolution des principes encadrant la conservation des restes humains témoigne de mutations culturelles au long cours. Depuis la transition funéraire qui s'opère en Europe au début du 18^e siècle, et l'avènement des cimetières modernes, l'attention grandissante portée aux corps et à leur individualité n'a cessé de bousculer des pratiques mortuaires pourtant courantes jusque-là. Progressivement, les tombes individuelles se substituent aux fosses communes anonymes. Au long du 19^e et du 20^e siècle, la demande sociale pour l'identification et le rapatriement

des corps se fait de plus en plus pressante, notamment lors des guerres et violences de masse. Les tensions suscitées par la conservation de restes humains dans les institutions muséales ou universitaires font écho à ces évolutions. Elles témoignent, d'une part, de la nécessité de rompre avec les conséquences encore visibles des politiques coloniales et impériales et, d'autre part, d'une plus grande sensibilité à l'égard du traitement des corps.

Human Remains in Museum Collections

Taline Garibian, Maison de l'histoire, Université de Genève

Museum collections – archaeological or scientific - often contain many human remains. These can be objects of different kinds: bones, anatomical preparations, relics or mummies. Collected over the centuries in conditions sometimes unknown or no longer corresponding to current standards, these remains are today at the heart of many debates. Their provenance, the circumstances of their appropriation, their trajectories, their use in the context of exhibitions and their possible return to their community of origin are all questions it is important to clarify.

Conserving human remains, a questionable and questioned practice

The exhibiting of human remains in museums is a frequent and old practice, at least in the West. The presence of human remains in public space is historically

common, since many funeral and religious rites have involved the use of relics. Since the 18th century, modern museums have collected and exhibited human remains. These specimens are part of collections and have the same status as other "objects" but, for a few decades, this established fact has been called into question because of several societal developments. Fingers have been pointed at the origin of these remains, their frequent appropriation by other cultures and the relations of domination of which they are the result. Moreover, sensitivity to mortal remains and the treatment due to them is today more acute.

Thus, since the 1970s, the legitimacy of their presence in museums and the pertinence of their exhibition to the public has been the subject of debate. In the United States and Australia, Indigenous peoples' political movements and mobilization have given rise to requests for restitution and put pressure on the authorities to legislate on the question. The *National Museum of the American Indian Act* (1989) and the *Native American Graves Protection and Repatriation Act* (1990) control in particular the restitution of human remains to Indigenous populations who request it.

In France, the civil code stipulates that "respect due to the human body does not cease with death". However, the cultural heritage code adopted in 2004 states that museum collections are inalienable. This legal situation means that any restitution of human remains supposes the adoption of a law specifying that the piece should be taken out of the collection. In the United Kingdom, the *Human Tissue Act*, adopted

in 2004, provides for certain museums being able to reconstitute the human remains in their collections. In Switzerland, in the absence of any legal text devoted to this question, it is the civil code that applies. The latter assimilates human remains with objects, since legal personality ceases with death. However, doctrine grants mortal remains a special legal status for reasons of moral and religious consideration. As in France, pieces in museum collections or other cantonal institutions belong to the canton and are therefore inalienable, but the authority that acquired them can itself decide to reconstitute them – there is no need to legislate.

On the international level, the UNESCO convention on the illicit trafficking of cultural items should be noted. Although it does not explicitly mention human remains, its definition of cultural items includes anatomical specimens, products of archaeological digs and ethnological material. Several texts adopted since the 2000s deal with the question of the presence of human remains in museum collections. The International Council of Museums (ICOM) was behind a deontological code which touches on the question and enjoins museum institutions to conserve this type of item in accordance with professional standards and the interests and beliefs of the communities of

origin. The United Nation's Declaration on the Rights of Indigenous Peoples, adopted in 2007 thanks to the mobilization of the peoples concerned, provides for the right of repatriation of human remains.

A changed relationship with mortal remains

The evolution of the principles controlling the conservation of human remains bears witness to long-term cultural changes. Since the funerary transition which took place in Europe in the early 18th century and the advent of modern cemeteries, the growing attention devoted to bodies and their individuality has constantly disrupted mortuary practices that had been common up until then. Individual tombs gradually replaced anonymous communal graves. Throughout the 19th and 20th centuries, social demand for the identification and repatriation of bodies became increasingly insistent particularly during wars and outbreaks of mass violence. The tensions created by the conservation of human remains in museum or university institutions have echoed these changes. They testify, on the one hand, to the necessity of breaking with the still visible consequences of colonial and imperial policies and, on the other, to a greater sensitivity concerning the treatment of bodies.

Bibliographie :

ARZEL, Lancelot, et FOLIARD, Daniel, (dir.), « Tristes trophées : objets et restes humains dans les conquêtes coloniales au XIXe siècle », *Monde(s)*, no 17, 2020.

CLEGG, Margaret, *Human remains : curation, reburial and repatriation*, Cambridge : Cambridge University Press, 2020.

DREYFUS, Jean-Marc, et ANSTETT, Élisabeth, (dir.), *Human remains in society : curation and exhibition in the aftermath of genocide and mass-violence*, Manchester : Manchester University Press, 2016.

LAQUEUR, Thomas, *Le travail des morts : une histoire culturelle des dépouilles mortelles*, Paris : Gallimard, 2018.

MARQUEZ-GRANT, Nicholas, et FIBIGER, Linda, (éd.), *The Routledge handbook of archaeological human remains and legislation : an international guide to laws and practice in the excavation and treatment of archaeological human remains*, Londres et New York : Routledge, 2011.

MUSÉE DE LONDRES, *Human remains and museum practice*, Paris : UNESCO, 2006.

À propos de Taline Garibian

Taline Garibian est collaboratrice scientifique à la Maison de l'Histoire de l'Université de Genève. Spécialisée en histoire contemporaine, ses domaines d'intérêt comprennent l'histoire de la médecine et des sciences, l'histoire des guerres, des violences et des génocides, ainsi que l'histoire du genre et des sexualités. Depuis 2024, elle dirige un projet de recherche financé par le FNS et intitulé *Mass Death, Science and Medicine: Handling the Corpses of War in Modern Europe (1850-1960)*.

Page personnelle:

<https://www.unige.ch/rectorat/maison-histoire/maison-histoire/organisation-b/collaborateurs/taline-garibian>

About Taline Garibian

Taline Garibian is a senior researcher at the Maison de l'Histoire at the University of Geneva. Specialising in contemporary history, her research interests include the history of medicine and science, the history of war, violence and genocide, and the history of gender and sexuality. Since 2024, she has been leading an SNSF-funded research project entitled *Mass Death, Science and Medicine: Handling the Corpses of War in Modern Europe (1850-1960)*.

Personal page:

<https://www.unige.ch/rectorat/maison-histoire/maison-histoire/organisation-b/collaborateurs/taline-garibian>

